



DECLARATION LIMINAIRE CGT FINANCES PUBLIQUES AU CHSCT DU 3 MAI 2019.

Au lendemain du 1^{er} mai, alors que le contexte social demeure tendu et que le Président lors de son intervention du 25 avril n'a apporté aucune réponse, voire même si cela est encore possible, a entretenu les braises de la colère nous participons à ce CHSCT qui sera nous l'imaginons à l'image de l'actualité.

Le Président a dit avoir entendu les attentes des français en matière de Services Publics : les 120 000 suppressions d'emplois de fonctionnaires pourraient être revues et il se dit ouvert à des réimplantations au plus près des populations en indiquant vouloir réduire l'emploi dans les administrations centrales au profit des services déconcentrés.

Passons sur la démagogie du propos et la volonté de diviser les fonctionnaires d'autant que le Ministre Darmanin a immédiatement indiqué vouloir conserver l'objectif !

De la même façon concernant les retraites, le tour de passe-passe qui consiste à revenir sur la désindexation des retraites alors que le Président ne peut faire autrement que de prendre acte de la décision du Conseil Constitutionnel qui a retoqué cette mesure, ne trompe personne !

Pareillement affirmer qu'il n'y a pas de remise en cause de l'âge légal de départ en retraite – 62 ans aujourd'hui – en annonçant la mise en œuvre d'une décote qui contraindra les salariés et les fonctionnaires à partir à 63 voire 64 ans dans le meilleur des cas place le Président des Riches dans la catégorie des Super-Super Menteurs !

La mobilisation du monde du travail ce 1^{er} mai, supérieure à celle du 1^{er} mai 2018 soit dit en passant, montre que les annonces du Président ont été parfaitement comprises ! 225 manifestations, 310 000 manifestants sur l'ensemble du territoire, 4 500 manifestants dans les 3 manifestations de la haute-viennoise font de ce 1^{er} mai 2019 un succès qui nous l'espérons sera confirmé lors de la journée d'action des fonctionnaires le 9 mai prochain.

Lors de la 1^{ère} partie de ce CHSCT nous dénonçons :

- les 18 à 25 000 suppressions d'emplois ;
- l'explosion des structures ;
- les fermetures massives de sites ;

- les regroupements de services ;
- le travail à distance ;
- le développement des Maisons de Services au Public (MSAP) au détriment d'un réel accueil du public ;
- l'extension des agences comptables ;
- le projet d'une agence de recouvrement fiscal et social (DGFIP / URSSAF) ;
- le projet d'une agence de contrôle des entreprises ;
- le transfert de la mission topographique à l'IGN ...

Force est de constater qu'après 6 mois d'occupation des ronds points et 2 mois de « Grand Débat » rien ne change confirmant cette définition cinglante de nos démocraties finissantes : Cause toujours !!

Dans notre département, les annonces par le Secrétaire d'État Dussopt des fermetures de services à Magnac-Laval, Nantiat, Rochechouart, Aix/vienne, Châlus, Pierre-Buffière, Eymoutiers, SIP/SIE de St Yrieix, qui en fait préfigurent le démantèlement de notre administration en Limousin, restent donc d'actualité.

Contrairement donc au discours lénifiant du Ministre Darmanin aux populations et aux élus il s'agit bien d'une réduction de l'offre de service public dans notre département concernant les missions de la DGFIP. C'est pourquoi nous ne doutons pas que ce projet dégradera encore très fortement les conditions de travail de l'ensemble des personnels et entraînera des conséquences extrêmement fâcheuses sur la santé des collègues.

De ce point de vue les résultats de l'observatoire interne pour 2018 est très éclairant :

- 69 % des personnels considèrent le rythme des changements comme trop rapide ;
- 76 % des personnels ont une perception négative de l'avenir ;
- 61 % des personnels ont une perception négative de leur motivation ;
- 76 % ne se considèrent pas acteur des changements conduits au sein de la DGFIP ;

C'est pourquoi nous restons attachés à l'existence des CHSCT tout en comprenant l'intérêt qu'a le gouvernement à casser le thermomètre lorsque la température augmente !

Enfin, c'est pour l'ensemble de ces raisons que nous appelons les personnels à s'engager massivement dans la grève, jeudi 9 mai.